

Le 19 mars : Tous en grève pour préparer le blocage de l'économie !

Le gouvernement remet en cause tous les conquêtes sociales et tous les fondements de la République jusqu'alors une et indivisible. Des ordonnances Travail à la loi de «transformation-destruction» de la Fonction publique, en passant par le projet de loi École de la Confiance, de la remise en cause de l'assurance chômage au démantèlement du système de retraites par répartition, c'est une seule et même politique. C'est la même politique qui précarise et paupérise les personnels à travers le recrutement accru de contractuels et la perte de 18% du pouvoir d'achat depuis 2000, soit environ 400 € par mois.

Les personnels n'acceptent pas !

Comme à Rouen, où 200 personnels administratifs envahissent le hall du Rectorat pour dire «non à la fusion des académies Caen/Rouen et aux suppressions de postes» et décident la grève.

Comme à Nantes où 500 personnels réunis en AG pour l'abandon du projet de loi Blanquer appellent à participer à la grève interprofessionnelle du 19 mars et à rejoindre la manifestation nationale des gilets jaunes le 16 mars.

Comme dans tous les départements, où les personnels disent : les fermetures de classe, les suppressions de postes, Parcoursup, la réforme du lycée : on n'accepte pas. Ça suffit ! Ils décident de résister, de bloquer leurs écoles, de se réunir pour décider des moyens efficaces pour faire reculer les plans destructeurs du gouvernement.

Dans de nombreux départements, l'action commune pour les revendications, y compris avec les gilets jaunes, se construit avec un objectif : bloquer le pays pour obtenir satisfaction. L'heure est au regroupement des forces de ceux qui combattent pour faire valoir leurs revendications légitimes.

Le gouvernement voudrait faire taire les revendications par la répression

Dans le droit fil de la loi « anti-casseurs » qui instaure une interdiction préventive de manifester, le projet de loi Blanquer demande aux personnels de contribuer « par leur engagement et leur exemplarité » « au lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'éducation. (...) » Alors même que notre ministre sabote ce dernier, scientifiquement. C'est une loi de répression que le ministre semble vouloir appliquer dès que possible. Dans une lettre aux recteurs et au DASEN du 8 mars, il demande des sanctions disciplinaires pour les professeurs qui résistent par la rétention des notes. La FNEC FP-FO condamne cette répression et soutient toutes les initiatives pour faire valoir les revendications.

Des attaques sans précédent appellent une riposte sans précédent

Le 19 mars, les confédérations FO, CGT, avec Solidaires, l'UNEF, l'UNL, appellent à une puissante journée de grève interprofessionnelle.

Face à la gravité de la situation, les fédérations de fonctionnaires Force Ouvrière ont organisé une réunion commune de leurs instances pour préparer le rapport de force nécessaire et impératif pour contrer projet de destruction de la Fonction publique et le projet de réforme des retraites. Elles inscrivent leur action dans la journée interprofessionnelle de grève et de mobilisations du mardi 19 mars.

La FNEC FP-FO appelle les personnels à participer massivement à la journée de grève interprofessionnelle du 19 mars. Elle les appelle à se réunir à l'issue de cette journée pour décider des suites et préparer le blocage du pays, afin de faire plier le gouvernement des contre-réformes et de la répression. Oui à l'augmentation des salaires ! Non à la casse de l'École et de nos statuts ! Abrogation des contre-réformes, abandon de la loi « École de la Confiance » !